Burundi : le Canada accusé de planifier une « invasion » par le parti au pouvoir

La Presse, 18 août 2016 Le Canada est en train de « concocter » un plan visant à « renverser les institutions démocratiquement élues du Burundi », accuse le parti au pouvoir à Bujumbura. La récente tournée africaine du ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan (photo), avait pour objectif de prévenir la venue d'une force d'invasion au Burundi », affirme un communiqué publié mardi soir par le Conseil national de défense de la démocratie - Force démocratique (CNDD-FDD).

La tournée du ministre Sajjan, terminée lundi, avait pour objectif d'évaluer le rôle accru que pourrait jouer le Canada au sein des missions de maintien de la paix des Nations unies (ONU). Accompagné par le lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire ainsi que l'ancienne haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Louise Arbour, le ministre Sajjan s'est rendu en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, de même qu'en Tanzanie et en République démocratique du Congo, deux pays voisins du Burundi. Le choix de ces destinations n'est pas « une simple coïncidence », affirme le communiqué signé par le président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, qui demande aux pays de la région de rejeter toutes les « avances » du Canada concernant le déploiement d'une force onusienne au Burundi ailleurs dans la région. « Les communications des partis politiques au Burundi n'engagent qu'eux », a déclaré à la Presse Willy Nyamitwe, le conseiller en communication du président burundais Pierre Nkurunziza, affirmant ne pas savoir si son patron reprenait à son compte les propos de son propre parti. Le Burundi est secoué par une violente crise politique depuis la candidature, puis la réélection pour un troisième mandat du président Nkurunziza ; plus de 500 personnes ont été tuées et 280 000 autres se sont réfugiées à l'étranger. DALLAIRE ET ARBOUR « CORCORNE » au passage le général Dallaire, qui dirigeait la mission de l'ONU durant le génocide au Rwanda voisin, en 1994, l'accusant d'avoir aidé les troupes rebelles de Paul Kagame à prendre le pouvoir à Kigali et de vouloir maintenant soutenir les rebelles burundais. Le président burundais Pierre Nkurunziza, un Hutu, accuse depuis des mois son homologue rwandais Paul Kagame, un Tutsi, de vouloir stabiliser son pays. « Le Canadien Roméo Dallaire revient dans la région pour faire au Burundi ce qu'il a fait au Rwanda », dit Pascal Nyabenda, président du CNDD-FDD. Louise Arbour est également nonchalante avec virulence, elle qui a été procureure en chef du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). « Tout le monde sait qu'elle a eu la mission au [TPIR] de charger les victimes du génocide », accuse le CNDD-FDD, qui affirme qu'elle voudrait maintenant « monter des accusations contre les autorités burundaises afin de les expédier [la Cour pénale internationale] à La Haye ». Ni Roméo Dallaire, ni Louise Arbour, ni le cabinet du ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion n'ont souhaité réagir à ces propos. « RHÉTORIQUE DE CONSPIRATION » Les accusations de Bujumbura n'ont tonnent pas Thierry Vircoulon, conseiller supérieur à l'International Crisis Group, qui y voit la réaction d'un « gouvernement aux abois ». Les autorités burundaises « se cherchent des boucs émissaires étrangers, estime le chercheur. Ils tirent sur tout ce qui bouge. » Si cette « rhétorique de conspiration » n'est pas nouvelle, Thierry Vircoulon constate cependant un durcissement du discours des autorités burundaises, qu'il attribue à la dégradation de la situation intérieure. « Le régime est en grande difficulté », évoquant le manque de devises, les problèmes sanitaires comme la multiplication des cas de choléra, les pénuries de médicaments et la violence. « Et le problème des gouvernements qui arrivent à bout d'arguments, s'inquiète le chercheur, c'est que ça mène de plus en plus de violence. » JEAN-THOMAS L'VEILLÉ